



Comité de soutien à Élodie Lambinet

Plus de 10 000 signatures collectées sur le terrain

www.adire.us

www.omggwo.us

www.omggwo.com

www.mapetition.ch/forumelodielambinet

AIDEZ NOUS

ELODIE LAMBINET a aujourd'hui 13 ans et demi. Depuis bientôt trois ans, elle ne voyait son papa que deux heures par mois (lorsque cela était respecté et cela n'a pas toujours été le cas) dans un Relais Parents/Enfants en Région Parisienne, et n'a pas le droit de lui parler qu'en présence d'une tierce personne ??? Ceci jusqu'au mois de Janvier 2009 ! Depuis lors, elle ne peut plus voir son papa que 1 heure par 1 fois par trimestre, c'est à dire 4 fois par an... donc 4 heures par année !

Depuis le 17 janvier 2008 jusqu'à ce jour, elle n'a plus le droit de parler au téléphone avec son papa. **ELODIE LAMBINET EST CANADIENNE ET SON PAPA AUSSI.**

En représailles à une affaire ayant eu lieu, il y a quelques années (une Française a été emprisonnée au Canada pour un rapt d'enfants), la Justice Française a voulu faire un contre exemple, mais le papa ne s'est pas laissé faire et a réussi à déjouer les pièges tendus par la Justice Française. Depuis, **ELODIE LAMBINET** et son papa subissent un véritable acharnement judiciaire. La Justice Française reproche à son papa de ne pas avoir de résidence principale en France et estime que cela porte préjudice à l'éducation de son enfant. **QUID ????**

De qui se moque-t-on ??? Où est la justice de ce pays ??? Que sont devenus les Droits de l'Homme et de l'Enfant dans ce pays ? **ELODIE LAMBINET** vit un véritable calvaire et cela se ressent dans sa vie scolaire et familiale. Nous vous demandons de soutenir notre action et de signer notre pétition. Notre but est de permettre à **ELODIE LAMBINET** de voir son papa normalement et d'avoir son papa au téléphone régulièrement.

La République

DES PYRÉNÉES

Il pétitionne depuis deux mois

Voilà deux mois qu'il interpelle les clients du Supermarché Leclerc d'Oloron, chaque jour ouvrable, entre 9h et 18 heures, à l'entrée du magasin. Debout à côté d'une simple table d'écolier, l'infatigable Marc Salfati a recueilli sur ces huit dernières semaines près de 3 000 signatures pour sa pétition. Cet habitant de Laruns, président du comité de soutien à la jeune Elodie Lambinet, 13 ans, ne se bat pas pour lui mais "pour un ami, Marc Lambinet, le père de la petite Elodie", explique-t-il. Monsieur Lambinet, chercheur en économie, a la nationalité canadienne et serait empêché de voir sa fille, résidant en France et de nationalité française, et même de lui téléphoner. Et Monsieur Salfati crie au complot politique. La jeune Elodie serait un moyen de pression sur Marc Lambinet, "véritable cerveau détenteur de concepts en économie convoités dans les plus hautes instances politiques" et par le monde économique. Le téméraire Larunsois n'est pas décidé à lever le camp, annonçant qu'il continuerait à faire signer sa pétition au Leclerc d'Oloron jusqu'à obtention de 10 000 signatures.

OLORON & HAUT-BÉARN - 19 MAI 2009

SUD OUEST

Mille signatures pour la pétition

Laruns. Un comité de soutien s'est constitué à Laruns pour soutenir Marc Lambinet dans son action menée afin de revoir sa fille Elodie. Parmi elles, une pétition circule depuis le mois d'août et compte aujourd'hui 1 000 signatures, notamment d'élus de la vallée et du département. Marc Lambinet veut faire connaître "son combat devant la justice qui n'aboutit pas. Mon souhait est de revoir ma fille ou de l'entendre au téléphone. Désormais je suis prêt à tout." Sa fille Elodie a aujourd'hui 13 ans. Depuis plus de deux ans, elle ne voit plus son père et, depuis le 17 janvier, elle n'a plus le droit de lui parler au téléphone. Elodie est canadienne, son père français et canadien. Ils sont aujourd'hui séparés par la justice française. Dans son combat, Marc Lambinet est épaulé par son ami de toujours, Marc Salfati, résidant à Laruns qui a créé ce comité de soutien et cette pétition afin d'aboutir au dialogue et de sensibiliser la population. D'autres actions seront menées dans les prochaines semaines, comme la rencontre avec les élus et associations. I.B.L.

SUD-OUEST BÉARN - 10 SEPTEMBRE 2008

